Le coût du chômage

Christian Barsoc, *Rouge* n° 1509, 17 septembre 1992

L'INSEE vient de sortir l'enquête trimestrielle sur le chômage. Il s'agit d'une pure et simple commande du gouvernement, imposée à l'INSEE, et contre laquelle s'était réalisée, il y a quelques mois, une unanimité sans précédent des syndicats, des associations professionnelles et de l'encadrement de l'Institut. Une telle enquête est en effet coûteuse, peu efficace, et peu fiable, pour des raisons de taille d'échantillon, de difficultés de prise en compte des variations saisonnières. Le chiffre publié est donc sans valeur, et ces lamentables falsifications ne changeront rien à la cruelle réalité d'une montée du chômage que rien ne semble pouvoir contenir.

Cette montée du chômage a manqué de faire exploser l'Unedic, à qui il manquait 23 milliards de francs, sur un total de dépenses prévues de 105 milliards. On sait que les négociations ont débouché sur un accord scélérat qui a été fustigé comme il se doit dans ces colonnes. Mais elles auront donné l'occasion de réfléchir sur quelques chiffres et, pour que ces derniers ne soient pas mis en cause, nous puisons à la meilleure source possible, le CNPF lui-même. On apprend ainsi qu'en avril 1992, 1,7 millions de chômeurs étaient indemnisés par l'Unedic. A la même date, le nombre total de demandeurs d'emplois inscrits auprès de l'ANPE était de 2,9 millions. Il faut rappeler d'ailleurs au passage que cette statistique ne prend pas en considération certains demandeurs d'emploi non immédiatement disponibles (par exemple pour maladie) ou recherchant un emploi à temps partiel. Quoi qu'il en soit, cela fait apparaître l'existence de 1,2 demandeurs d'emploi qui ne touchent rien des Assedic. Un tel effectif peut difficilement être rangé dans la catégorie des "faux chômeurs". Et, même si certains reçoivent des ressources, par exemple du fonds de solidarité, il n'en reste pas moins que l'on voit se préciser un processus d'exclusion sociale généralisée.

Et tout cela est d'un certain point de vue largement absurde : les dépenses totales d'indemnités de chômage, qui représentent aujourd'hui près de 3 % de la masse salariale globale, se sont élevées à 54 milliards de francs sur la première moitié de 1992. Un chômeur indemnisé touche donc en moyenne 5400 F par mois. Dans le même temps, le salaire net médian (tel que la moitié des salariés gagne moins et l'autre plus) approche les 8000 F. Imaginons une société rationnelle qui s'organiserait pour assurer un emploi aux actuels chômeurs. Même en supposant que leur productivité soit particulièrement basse, ce surcroît de richesse produite s'ajoutant aux allocations devenues inutiles rendrait l'opération bénéficiaire d'un simple point de vue budgétaire. Et de plus, une telle solution aurait l'immense avantage de mettre fin à l'effet de pourrissement social que provoque le chômage.

Mais la société capitaliste n'est pas capable, par nature, de mettre en oeuvre ce simple bon sens : voilà pourquoi le chômage doit être défini comme un chômage capitaliste.